

Un week-end chez Boumediene

Les Algériens ont pris l'habitude de hausser les épaules quand le gouvernement prend des décisions qui les concernent sans qu'ils soient consultés d'aucune manière. Cette production exclusive du laboratoire de l'Etat, la rue l'a baptisée : «les surprises».

Ces dernières sont souvent mauvaises, évidemment. Elles peuvent être bonnes. C'est le cas de la dernière en date. Enfin, elle est à moitié bonne. Ou à moitié mauvaise, selon que l'on soit d'un côté ou de l'autre de la bouteille.

Le Conseil des ministres prend la décision, au milieu d'un été caniculaire, alors qu'on est à mille lieues de s'y attendre, d'aménager le régime de repos hebdomadaire.

A partir du 14 août, le pays s'alignera sur le week-end universel. Enfin, pas tout à fait. La formule trouvée par des journalistes algériens est succulente : le nouveau week-end algérien sera «semi-universel». Le repos hebdomadaire aura lieu le vendredi-samedi. Ainsi, met-on un pied dans le week-end universel et garde-t-on l'autre dans le fuseau islamiste.

Le week-end «islamo-révolutionnaire» a été décidé par Houari Boumediene en 1976, année où le président autoritaire d'alors avait

entrepris, avec une nouvelle Constitution et un débat homérique sur la Charte nationale, de consolider les fondements idéologiques de son régime qui tentait une synthèse à la serpe, irréalisable, entre socialisme et islam. Faire aux islamistes tapis dans les appareils de l'Etat et du FLN, parti unique à l'époque, la concession de se décrocher du week-end universel sous prétexte qu'il avait été hérité de l'ordre colonial, a été doublement calamiteux.

Sur le plan économique, l'Algérie, reliée par divers fils transactionnels aux capitales occidentales, accuse un manque à gagner de 1 milliard de dollars par an. C'est que, dans le monde, les affaires continuent pendant la prière.

Depuis 1976, cette décision idéologique, identitaire, antiéconomique aura donc coûté la bagatelle de 36 milliards de dollars.

Un peu de pragmatisme dans l'approche aurait sans doute fait faire de substantielles économies.

Mais il n'y a pas que les sous. L'instauration du week-end «islamo-révolutionnaire» aura davantage profité aux islamistes qu'aux révolutionnaires. C'est peu de le dire. La grande prière hebdomadaire du vendredi, devenu jour férié, a donné aux

activistes islamistes une marge de manœuvre considérable qui, au fil des ans, a abouti à ce qu'on voit aujourd'hui. Dans le développement fulgurant du mouvement islamiste en Algérie, un des plus véhéments du monde au cours des années 1980 et 1990, nul doute que l'octroi par Boumediene du vendredi en jour de repos y est pour quelque chose. Bien entendu, le résultat atteint par le mouvement islamiste algérien est la conséquence de la combinaison de plusieurs facteurs, parmi lesquels la manipulation.

L'observation empirique de la montée de ce mouvement depuis 1976 autorise, cependant, l'hypothèse selon laquelle la possibilité pour les islamistes de tenir un «congrès par semaine» a contribué à lui donner les proportions qu'il a atteintes.

Le week-end de Boumediene a ses partisans. Et il les garde. Leur argument oppose à la synchronisation à la machine économique universelle la défense idéologique d'une religion. Hormis l'Algérie, seuls trois pays ont adopté le week-end jeudi-vendredi : Arabie saoudite, Libye, Soudan.

Il se trouve que ces pays n'ont rien de modèles de productivité.

Les deux premiers vivent de ce don d'Allah, le pétrole, extrait par des étrangers qui peuvent, eux, travailler nuit et jour. Quant au troisième, il se débat dans la guerre.

Pourquoi l'Algérie, «leader mondial en matière de mauvais choix», pour reprendre un micro-trottoir, s'est-elle mise dans ce mauvais pas ? Pourquoi Boumediene, dont la gouvernance est marquée du sceau de la rationalité, a-t-il accepté ce basculement dans la minorité des pays ayant les moyens de ne pas travailler ?

Ça ne peut s'expliquer que par l'idéologie.

Depuis trente-six ans, des voix s'élèvent en Algérie pour demander qu'on redevienne «normaux». Lorsque ça chauffe sur le front de la modernité, le gouvernement laisse onduler la rumeur selon laquelle ce sera bientôt fait. Mais c'est resté un serpent de mer. Jusqu'à la semaine dernière et à la tombée de cette information !

Les opérateurs économiques, qui se demandent moins qui ils sont que comment gagner davantage d'argent, ont toujours su que le week-end «islamo-révolutionnaire» ne nourrissait pas son homme.

Les banquiers, par exemple, ne travaillent pas les vendredi-samedi



Par Arezki Metref
arezkimetref@free.fr

depuis toujours. Des entreprises privées, de téléphonie mobile notamment comme Djezzy et Nedjma, n'ont jamais dérogé à l'observance du week-end universel. En septembre 2008, la Nouvelle conserverie algérienne (NCA) d'abord, puis ArcelorMittal, la filiale algérienne basée à Annaba du géant mondial de l'acier, sont passées au week-end semi-universel.

La nécessité de ce changement vient de solides motifs économiques. Est-ce une raison pour que le gouvernement algérien opère ce choix en ce moment et de cette manière ?

Au fond, la question n'est pas tant de savoir quels jours de la semaine il ne faut pas travailler mais comment travailler les jours de travail.

A. M.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



L'anti-intégrisme de bazar !

A quoi ça se voit que les ministres sont en congé ?

A rien !

J'hésite ! Entre en rire ou en pleurer. Le refus du ministère de l'Intérieur d'accorder un agrément au parti de Mohamed Saïd serait dû au fait que parmi les membres de cette formation, figureraient des anciens du FIS. Et des voix autorisées sont venues nous répéter une ritournelle que je connais sur le bout de la note : «Tant que Zerhouni s'occupera du maroquin des affaires intérieures, aucun parti islamiste ne sera agréé». Voilà l'inconvénient majeur avec les voix autorisées. C'est qu'à force de se voir autoriser un tas de trucs, elles se croient tout autorisées, même le droit de nous prendre pour des poires pourries à 40 DA le kilo. L'interdiction pour Mohamed Saïd de fonder son parti nous est pratiquement présentée comme un acte de bravoure politique s'inscrivant dans le cadre de la lutte contre l'intégrisme et ses mentors politiques. Ben dis donc ! Les émirs sont quotidiennement interviewés dans les grands journaux et donnent leur docte appréciation des actes de gouvernance, les chefs tingos s'érigent en porte-parole quasi officiels du régime

dans l'affaire des moines de Médéa, des bouchers sont invités à faire campagne présidentielle pour le candidat unique et à répétition, des assassins sont récompensés par la justice en tchador sous la forme de condamnation à mort des héros de la Révolution, et l'on voudrait nous faire croire que l'interdiction du parti de Mohamed Saïd répond à la féroce volonté du ministère de l'Intérieur de barrer la route à l'intégrisme rampant ? Mais il n'est pas rampant, l'intégrisme en Algérie, M'sieur ! Il est debout ! Bien droit debout. Et lorsqu'il lui arrive de s'asseoir, c'est carrément à la tribune officielle de l'Etat ou aux premiers rangs des invités VIP. Alors «kessketum'chantes» avec l'anti-intégrisme actif du ministère de l'Intérieur ? Foutaise ! L'islamisme politique en Algérie et ses bras armés repentis dans les affaires n'ont même plus besoin de partis agréés. Ils bénéficient déjà de tous les agréments possibles et imaginables. Ils ont l'agrément majeur. Ils ont The Agreement ! Celui de leur chef à tous. Le grand émir ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com